



ÉDITORIAL

Martin Andler (1970 s)
Président de l'a-Ulm

En décembre dernier, notre conseil d'administration m'a élu à la présidence de l'a-Ulm. La proposition m'avait été faite au printemps dernier de me porter candidat. J'avais été tout d'abord étonné, puis, bien sûr, intéressé ; mais j'ai voulu prendre le temps de réfléchir avant d'accepter. Président, mais pour quoi faire ? C'est que je vais expliquer dans ces quelques lignes.

Mais, avant tout, je dois remercier Marianne Laigneau, qui a assumé la présidence pendant neuf ans et a porté des transformations importantes, certaines peu visibles mais essentielles, comme la grande qualité des relations de notre association avec une École qui a beaucoup changé, d'autres plus structurelles, dont le changement de statut, enfin rendu définitif au printemps dernier par le ministère de l'Intérieur.

Pour assurer une transition aussi fluide que possible, j'ai la chance que la plupart des membres du bureau précédent aient accepté de poursuivre leur mission. Le « conscrit président » que je suis, également nouveau membre du CA, est bien entouré ! Les relations avec la direction de l'École, qui, comme je l'ai dit, étaient excellentes, vont le rester grâce à une relation de confiance avec Frédéric Worms et toute l'équipe de direction.

Pour cette année 2024, nous avons une feuille de route, la stratégie 2022-2024 qui avait été adoptée en 2022. Elle inclut la poursuite de nos activités traditionnelles : camaraderie, solidarité, *Archicube*, annuaire, site web... qui vont, bien sûr, se poursuivre. Mais le contexte de certaines de nos actions est en cours de changements profonds :

- la Fondation de l'ENS, dont l'équipe a été renouvelée, et dont le rôle d'appui aux projets de l'École est de plus en plus important, est notre partenaire naturel car elle dépend beaucoup de la mobilisation des archicubes ; la répartition des rôles entre la Fondation et notre association devra être précisée ;
- la création en janvier 2024 d'un véritable pôle Carrières au sein de l'ENS, que nous appelions de nos vœux, implique, elle aussi, une articulation nouvelle avec le service Carrières dont nous avons, jusqu'ici, assumé la responsabilité ;
- PSL est, depuis novembre 2022, sorti de sa période d'expérimentation ; c'est maintenant un grand établissement dont l'ENS est une composante fortement autonome.

J'ai fini ma scolarité à l'ENS en 1974. C'était une époque charnière : la fin des Trente glorieuses pour la société, la fin de l'ère gaullienne, et, dans le monde académique, la fin d'une longue période d'expansion universitaire entamée dans les années 1950. Alors que pour les générations précédentes, l'accès aux postes CNRS ou d'assistant à l'université était quasi-automatique dès la sortie, tout s'est brusquement bloqué – toutes les disciplines étant frappées, même si les littéraires en souffraient davantage. Pendant les années qui ont suivi, l'École préférerait se reposer

sur sa gloire passée plutôt que d'aller de l'avant. J'en ai retenu la leçon que les institutions ne sont pas immortelles, que c'est en changeant qu'elles seraient à la hauteur de leurs traditions.

Heureusement, la décennie suivante, avec l'arrivée de Georges Poitou à la direction, et le changement du contexte politique, a remis le 45, bientôt élargi par la fusion entre l'ENSJF et l'ENS, sur les rails. Revenu à l'École en 1986 comme chercheur CNRS affecté au département de mathématiques et informatique, j'ai pu modestement participer à cette dynamique nouvelle, grâce à la confiance d'Étienne Guyon, directeur à partir de 1991, qui m'a confié un rôle dans l'ouverture internationale. Les choses ont bien progressé depuis, mais on pourrait faire mieux.

Aujourd'hui, pour les jeunes archicubes, la situation est de nouveau très difficile. Pour tous les étudiants qui ont choisi la voie du doctorat, l'entrée dans la carrière académique sur un poste stable est devenue de plus en plus tardive. Les archicubes n'y échappent pas. Nous devons nous faire les porte-parole d'une génération entière de jeunes chercheurs en attirant l'attention de l'opinion et des pouvoirs publics sur cet énorme gâchis des talents, conséquence d'un sous-financement chronique de la recherche et de l'enseignement supérieur dans notre pays (et plus généralement en Europe). Nous devons aussi mieux accompagner ceux qui, après une thèse ou dès leur sortie de l'École, choisissent d'autres voies, qu'ils deviennent enseignants dans le second degré, s'engagent dans la haute fonction publique ou rejoignent le secteur privé.

Les écoles les plus prestigieuses, dont la nôtre, sont sur la sellette : le recrutement de leurs étudiants favorise les enfants des familles favorisées, les franciliens (parmi lesquels les parisiens sont particulièrement bien représentés) et, dans les disciplines scientifiques fortement mathématisées, les hommes. Les travaux des économistes, notamment de l'ENS, en ont fait la démonstration de façon très claire¹. Les causes sont profondes. La première erreur serait de remettre en question le modèle méritocratique, mais la seconde serait de ne pas s'interroger sur son fonctionnement actuel. Car notre pays ne peut pas avancer sans s'appuyer sur tous ses talents². Le problème est considérable, mais ce n'est pas une raison pour ne pas essayer d'avancer.

Que ce soit pour l'ouverture sociale, pour une meilleure parité de genres ou pour la défense et illustration de l'enseignement et de la recherche, ce n'est pas notre association qui sera en première ligne. Mais nous avons une responsabilité, par l'extraordinaire chance qui nous a été donnée d'être élèves de l'ENS, par les positions que nous exerçons ou avons exercées, et plus généralement comment citoyens, de faire évoluer la situation.

Ce numéro *bis* est celui des comptes rendus des réunions de notre CA et de notre assemblée générale. Il est aussi, comme le veut la tradition, celui des Notices sur nos camarades disparus. Comme tous les ans, la lecture en est émouvante et instructive ; il y a les « stars », qui ont contribué avec éclat à la vie intellectuelle ou sociale de notre pays, et les anonymes, qui ont, avec conscience, exercé leur métier, formant des élèves et des étudiants en classe préparatoire ou à l'université, faisant marcher les équipes de recherche, fonctionner nos institutions ou nos entreprises. Chacune et chacun d'entre eux mérite hommage et respect.

Notes

1. Cécile Bonneau, Pauline Charoussat, Julien Grenet et Georgia Thébaud, *Quelle démocratisation des grandes écoles depuis le milieu des années 2000 ?*, Rapport IPP n°30, janvier 2021.
2. La question est remarquablement bien posée dans l'essai de l'économiste Xavier Jaravel, *Marie Curie habite dans le Morbihan*, Paris, Le Seuil, « La République des idées », 2023.